

# Ces étrangers qui font la richesse de la Suisse : une étude de l'OCDE bouscule le discours populiste

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2008)**

Heft 1763

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1012380>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

fameuse émission diffusée par *Temps présent*, «*L'honneur perdu de la Suisse*», ne brossait pas un portrait flatteur du pays pendant la deuxième guerre mondiale. Mais, il s'agissait d'une enquête sérieuse, documentée, effectuée avec la volonté de contribuer au débat public sur le rôle de la Suisse pendant les

heures les plus sombres de l'histoire. La Cour a donc estimé que les autorités administratives avaient considéré à tort que la diffusion de cette émission avait violé la concession.

Une presse libre doit pouvoir déplaire, et même au besoin heurter et choquer. Mais, la

liberté s'arrête quand il ne s'agit plus d'informer le public mais de créer le scandale. Une démocratie est une société où la presse est non seulement libre mais aussi responsable. On peut adhérer à cette conclusion. Mais, toute la difficulté – et la limite – est de définir ce qu'est une presse responsable.

## Ces étrangers qui font la richesse de la Suisse

*Une étude de l'OCDE bouscule le discours populiste*

Jean-Daniel Delley (08 janvier 2008)

Non, il ne s'agit pas des grandes fortunes qui cherchent tranquillité et discrétion dans notre pays. Mais plus simplement des immigrés actifs sur le marché du travail helvétique. Parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) la Suisse connaît la plus forte proportion de résidents étrangers, dépassée par le seul Luxembourg. Et même si elle simplifiait sa procédure de naturalisation, cette proportion resterait plus élevée que dans les pays européens. Dans sa dernière étude économique consacrée à la Suisse, l'OCDE consacre tout un chapitre à notre politique à l'égard des étrangers. Pour montrer à quel point l'immigration a contribué à la richesse du pays et pour recommander de mieux

valoriser ce capital humain.

Entre 1982 et 2005, le produit intérieur brut a crû de 0,9% par an en moyenne. Plus de la moitié de cette croissance (0,5%) est à mettre au compte de la population immigrée.

Certes, mais cette population ne pèse-t-elle pas lourdement sur les assurances sociales? L'OCDE a beau eu chercher, elle n'a pas trouvé la moindre étude exhaustive sur ce sujet.

Même si le nombre des étrangers bénéficiaires de l'aide sociale a progressé ces dernières années, l'organisation estime que les immigrants rapportent plus à l'Etat qu'ils ne lui coûtent. Voilà qui nous change de la dénonciation systématique des «*profiteurs*», médiatiquement montés en épingle à partir de cas particuliers.

Cet apport pourrait même augmenter si la Suisse prenait des mesures telles que la reconnaissance facilitée des diplômes et qualifications acquis à l'étranger, un soutien plus prononcé à l'apprentissage des langues nationales, l'encouragement à la scolarisation précoce des enfants de migrants et l'abandon de la sélection au cycle d'orientation.

Une politique d'intégration tablant sur le développement des compétences et le respect des individus peut contribuer à la prospérité économique. Contrairement aux prétentions des nationalistes conservateurs qui prétendent sauver la patrie par la discrimination et l'isolement.